

JEUDI 12 SEPTEMBRE
NUMÉRO SPÉCIAL sur 6 pages

En supplément :
Un texte de
L. TROTSKY
" BOLCHEVISME
ET STALINISME "

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XIe) . Tél. : RO. 69-52

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS : 1 an 1.200 frs
6 mois 600 frs
S.P.E.L. 6032-01 Paris 3 mois 350 frs

Pour une Presse
Libre

Après une interruption de six semaines, « La Vérité » reprend, avec un retard d'un semaine sur la date annoncée, dû à la fragilité de nos finances, sa parution hebdomadaire. Notre journal s'honore d'être, depuis le 1er novembre 1954, la principale cible de la répression gouvernementale. Saïssies et poursuites se sont acharnées en vain pour nous faire taire. Outre nos 100 francs plus 100.000 francs d'amende, quatre de nos rédacteurs, Bloch, Just, Lambert, Renaud, se sont vus condamnés à six mois de prison avec sursis. D'autres procès sont en cours. Du bi-mensuel à l'hebdomadaire, le 1er mai 1955, de 2 pages à 4 pages, il y a 3 mois, autant d'étapes vers le grand journal révolutionnaire, libre de toute menace gouvernementale ou bureaucratique, le journal honnête que tous les travailleurs attendent aujourd'hui. Dans cette note, les encouragements de nos amis ne nous ont pas manqué. Nous n'avons jamais fait appel à eux en vain; ils savent que notre parole est la rançon de notre indépendance. Plus que jamais, ils nous font de nouvelles critiques, nos suggestions, nos informations. Les colonnes de « La Vérité » sont ouvertes à tous les militants ouvriers. Pour faciliter sa diffusion, « La Vérité » paraît désormais le jeudi. Achevons un numéro, prenez note. Si vous ne trouvez pas « La Vérité », achetez votre marchand habituel, signalez-le nous.

LA GUERRE S'AMPLÈFE, LES PRIX S'ENVOLENT
LES MANIFESTATIONS DE MASSE
LA GRÈVE GÉNÉRALE
briseront les provocations gouvernementales

Après la grève des Banques

Il n'est pas trop tard pour tirer le bilan de la grève des banques, cette bataille de classes dont l'initiative revint, le 29 juin, aux méconnus du Comptoir National d'Escompte de Paris et qui s'est étendue ensuite à toute la corporation. Trois semaines de grève générale n'ont pas apaisé entièrement le climat dans la banque, et des remous profonds sont venus, après la reprise du travail imposée par les bureaucrates syndicaux, secouer la corporation. Malgré la trahison du Comité National de Grève, le 27 juillet, les employés de banque se préparent à la prochaine bataille qui fera plier les banquiers.

Dans les précédents numéros de « La Vérité », on a pu lire comment le mouvement était entièrement parti de la base, en

Dans un tract diffusé la semaine passée, les trois syndicats commentent la lutte qui vient de se dérouler, et proclament que les employés ont remporté une grande victoire sur les banquiers et le gouvernement. Ils veulent faire oublier que ce sont précisément eux qui ont empêché les employés de remporter cette grande victoire à laquelle leur combativité leur donnait droit.

Il faut revenir un peu en arrière pour examiner comment les employés de banque, après un combat aussi magnifique, ont pu obtenir d'aussi piètres résultats.

obligé les dirigeants fédéraux à intervenir. En décrétant la grève générale dans toute la corporation et en formant bureaucratiquement un Comité National de Grève, les dirigeants syndicaux prenaient le contrôle du mouvement. Tous leurs efforts devaient se limiter à empêcher les manifestations, et toute action des employés susceptible d'élargir sa lutte à d'autres corporations.

Dans la situation difficile traversée par la bourgeoisie française, les appareils syndicaux se sont révélés comme les meilleurs artisans du maintien du calme social en France.

Les banquiers, après s'être longtemps cachés derrière le patronat gouvernemental pour ne pas céder se sont vu contraints de discuter. Devant la menace d'un nouvel août 1953, le patronat français, qui avait espéré vainement le pourrissement de la grève, changeait de tactique et s'orientait rapidement vers le plan psychologique que milite, au Parlement, tous les partis unanimes demandant au gouvernement « de mettre fin sans délai au conflit des banques par la libre discussion des conventions de travail et des salaires ». Ce vote manifestait la peur

qu'éprouve la bourgeoisie française d'une explosion sociale sans précédent. Il manifestait en même temps le rôle du parlement bourgeois — du parlement des riches — que la pression de la grève contraignait à demander au gouvernement de faire respecter les conventions collectives, c'est-à-dire d'appliquer la loi !

Le 26 juillet se tient la Commission Nationale de Conciliation ou les dirigeants syndicaux acceptent un compromis qui sacrifierait les intérêts des employés de banque sur l'autel du maintien de la « paix sociale ». Les employés de banque obtiennent 8 à 10 % d'augmentation suivant l'ancienneté et un mois de congé, après 10 ans de service. Du fait de la retenue des jours de grève étalée sur cinq mois, il n'y aura amélioration des salaires qu'à partir du 1er décembre prochain. Autrement dit les employés de banque avaient fait grève pour les « salaires » (principalement les Cadres). Les jeunes et les petites catégories étaient les plus défavorisées.

Pour le compte rendu de la Commission Nationale de Conciliation, les dirigeants fédéraux avaient convoqué un meeting à la Bourse du Travail le samedi 27 juillet, espérant que les employés viendraient en moins grand nombre que les jours de semaine.

Erreur, par milliers, comme les jours précédents, les grévistes se pressent au meeting, l'atmosphère est lourde, les dirigeants syndicaux font traîner la réunion en longueur avant de parler des résultats. Leur annonce fait hurler la salle unanime.

Après la grève des Banques

Au peuple qui avait le mauvais goût de réclamer du pain, la reine Marie-Antoinette recommanda la consommation de brioche. Il faut marquer avec son temps. Le menuisier léger, S.M.I.G. en poche (445 francs-Gaillard par jour) trouve-t-il le beefsteak et les fruits un peu chers ? Qu'il range du poulet et de la confiture ! répond, avec un joli mouvement de menton, le radical Bourges et le Gaillard, ami de Mendès-France. Henri IV n'avait-il pas promis la poule au pot ? C'est ainsi que la IV^e République tient — avec munificence — les promesses de la monarchie.

Philippe le Bel regnait seigneur sur les pièces d'or qui lui passaient entre les mains, pour alimenter le Trésor. Usant de méthodes moins primitives, mais plus efficaces, notre grand phyficien de d'un trait de plume, réduit de 20 % tous les salaires, pensions et retraites. « L'équilibre de la balance des paiements est rétabli », annonce-t-il triomphalement. Pas pour longtemps, d'ailleurs. Mais l'équilibre du porte-monnaie de la ménagère ? Qu'importe à ces messieurs ! Ils sont là pour assurer la stabilité des revenus des milliardaires — aussi bien M. Bourges a-t-il précisé qu'il n'attendait pas que le peuple manifeste « de l'enthousiasme » pour son programme. Pour que les ouvriers ne descendent pas dans la rue, que les paysans ne borborent pas les vœux, il se tiendra pour satisfait.

Aussi bien, ne fut-il pas, pour « l'Algérie française » pour les vignobles de M. Borgeaud, pour l'alfa de M. Blachette, pour le pétrole saharien — trouver deux milliards chaque jour pour le plus infime des guerres ? Qu'ils s'intègrent. Seul, l'action paie. Les manifestations de masse, par milliers, par centaines de milliers, devant les préfetures, les ministères, le parlement — la préparation de la grève générale, tous ensemble et en même temps — voilà le seul langage intelligible à ces Messieurs. Voilà le seul langage capable d'imposer :

LA PAIX EN ALGERIE.
10.000 FRANCS D'AUGMENTATION MENSUELLE EGALE POUR TOUS.
LE CONTROLE POPULAIRE DES PRIX.
Et le plus tôt sera le mieux !
« LA VERITE ».

Lire en page 4 :
UN ETE
SANS HISTOIRE
par F. FORGUE

Un appel de Messali au peuple Algérien

Nous avons regagné, avec prière d'insérer, le texte qu'on va lire. Son importance extrême, dans les circonstances actuelles, sautera immédiatement aux yeux du lecteur même non averti. Ce qu'il nous a permis d'estimer de notre devoir de journal libre de le publier intégralement. . .

La rédaction de « La Vérité ».
AJOURD'HUI, l'estime qu'il est de mon devoir de m'adresser à toi dans les circonstances graves que traverse notre pays. Mon passé politique, le grand combat que je livre depuis quarante ans pour la liberté, la dignité et ton avenir m'autorisent pleinement à te dire ces vérités, même si elles sont quelque peu amères pour certains.

Tu sais que je n'ai jamais cherché à plaire ou à flatter, tu sais que, pour avoir dit la vérité, je n'ai cessé de souffrir jusqu'à présent. Enfin tu sais parfaitement

C'est un fait : ces assassins et ces crimes se multiplient tous les jours, alors que tous nos compatriotes luttent pour le même objectif. C'est un fait : il y a là un danger qui menace notre avenir et la cause algérienne elle-même. C'est un fait : cette tragique situation est considérée comme un bonheur par tous ceux qui misent sur notre désaccord et notre désunion pour justifier le maintien du colonialisme et de ses privilèges. Ces « règlements de compte », en France et en Belgique, sont malheureusement la suite des drames sanglants



de la vallée de la Soummam et de Melouza. Il faut le dire nettement : cette situation risque de soulever contre la cause algérienne de la liberté, l'opinion française et internationale. De nombreux amis français qui, de tout temps, nous ont soutenus,

bien que le combat pour la liberté et l'honneur de notre peuple ne m'a jamais fait peur. Aussi, c'est pourquoi il est de mon devoir de m'adresser à toi pour attirer ton attention sur les dangers extrêmes que nous courons. En effet nous assistons depuis quelques mois à une situation où certains, consciemment ou non, manœuvrent par des forces étrangères à la juste cause pour laquelle notre peuple souffre, utilisent des méthodes qui, ni de près ni de loin, ne répondent à l'équité et à l'intérêt général. En France et au-delà, il y a tous les jours des morts, des blessés parmi nos frères. La liste des victimes s'allonge et frappe nos ouvriers, nos petits commerçants et nos étudiants. La presse colonialiste revivait de cette œuvre éternelle ces crimes dans ses colonnes avec des commentaires qui touchent notre dignité et injurient nos combattants qui ne marchent rien à la Liberté de notre peuple.

Nations Unies.
Ainsi, nos adversaires utilisent ces actes fratricides pour s'élever de MESSALI HADJ en résidence forcée à Belle-Ile-en-Mer. (Suite page 3.)

L'ALGERIE à la veille de l'O.N.U.

Pour la troisième fois, la session annuelle de l'O.N.U. qui s'ouvre en octobre, consacrera une part importante de ses travaux à la question algérienne. L'impérialisme français n'avait obtenu qu'un succès en février; il s'est révélé incapable de briser la résistance algérienne.

L'étude du récent développement des opérations militaires en Algérie, qu'il faut replacer dans ce contexte, nous amène à distinguer entre les opérations menées dans les zones intérieures, et celles menées dans les régions frontalières. LES ZONES INTERIEURES. Les derniers mois sont marqués par une nette diminution des exactions et du terrorisme aveugle, et une recrudescence des opérations à caractère purement militaire sur l'ensemble du territoire. Ainsi le journal « La Bled » note la diminution des exactions des fellaghas : 1.450 en janvier, 720 en mai à Alger, 1.200 et 703 pour Oran, 1.359 et 657 pour Constantine. L'A.L.N. agit de plus en plus comme une armée régulière de soldats en uniforme, équipés d'un matériel de guerre semi-moderne, et luttant exclusivement contre les forces de l'ordre.

L'armement nouveau, les liaisons plus étroites avec la population civile, la multiplication des maquis, le déclin des méthodes du terrorisme aveugle, et la stratégie défensive de l'armée française, qui voit beaucoup plus à la défense des fermes et des villages qu'à la destruction de l'adversaire, ont accru la mobilité et l'efficacité de l'A.L.N.

LES REGIONS MESSALIENNES. D'une manière générale, « les embuscades rebelles sont moins nombreuses, mais mieux montées, et partent plus efficacement », écrit J. Taoussan dans « Paris-Pressa » du 14 juillet. Cela est particulièrement vrai dans les régions considé-

rées comme messaliennes. En effet, les embuscades, simples « détachements de la population », plutôt qu'armées permanentes, qui maintiennent avec la population civile des rapports fraternels (enfin et la Kabylie), et où l'adversaire possède une puissante aviation. Ces conditions freinent les limites du renforcement de l'A.L.N. Mais la concentration et démocratisation, l'ouïsité de leur appui total, et disposent ainsi d'un réseau d'information qui leur permet de suivre tous les mouvements de l'adversaire et de frapper à coup sûr. D'autre part, ne recevant pas d'armes de l'étranger, ils ont dû perfectionner leur tactique : tomber à l'improviste sur un groupe armé isolé, récupérer le matériel, disparaître.

Le M.N.A. porte ainsi des coups très durs aux colonialistes. Ainsi le 30 juillet l'attaque d'un poste de tirailleurs près d'Aïnmele, menée de l'extérieur et de l'intérieur, s'acheva par la récupération de tout le matériel et l'armement. Le 31 juillet les « escadrilles » de Chemplain et d'Uzes-le-Duc, où le même tactique fut employée, rapportèrent une grande partie de l'armement adverse.

L'ORANIE. Ces derniers mois, l'A.L.N. a concentré ses efforts sur l'Oranie (angle Relizane-Mascara-Tiaret) : embuscades nombreuses et meurtrières, incendie des fermes et de postes isolés, attaques de convois militaires. Mais les raids du 20 août constituent l'action la plus importante de ce mois. Ce jour-là, vers 11 heures du soir, des groupes d'une centaine de « fidayoums », s'introduisirent dans les villes de Mascara et Tiaret, et attaquèrent les postes militaires. Ces deux raids, marqués une nette amélioration de la tactique des fidayoums. Le 29, ils isolèrent les villes en coupant les fils téléphoniques, lançant des attaques de diversion sur les

postes environnants pour paralyser le dispositif adverse. L'attaque de nuit en plusieurs points, et couvrent leur retraite en livrant une bataille de rues. Alors que les forces françaises, qui résistaient la possibilité d'exercer la répression sur les musulmans, absents de l'action, ces raids démontrent que l'A.L.N. peut frapper au cœur même du dispositif de l'adversaire, et cela est important tant sur le plan psychologique que militaire. En effet, ils donnent aux « forces de l'ordre » le sentiment de l'impuissance, occupent le caractère statique et défensif de leur stratégie, en les obligeant à tenir des garnisons importantes dans des villes « rest-bâtes » à la limite des villages; réduire les opérations dans le désert, et par là augmenter les « zones interdites » et accroître le territoire de l'A.L.N.

LA BATAILLE DU BOU-ZECCA. Nous terminerons par quelques mots sur la bataille qui s'est déroulée aux portes de la session de l'O.N.U. au Bou Zecca région « pacifiée » par les commandos noirs de Ballardière. A la suite d'une série d'embuscades très meurtrières, l'armée se décida à intervenir. Le bataillon qui connut plusieurs heures de combat de six jours. Un communiqué du 13 août établit les pertes rebelles à 800 morts, comme le remarque « l'Express ». Si Lecoate a publié ces chiffres à la veille de la session de l'O.N.U. c'est pour couvrir les pertes françaises très lourdes. Ce qu'il faut noter, c'est, outre l'ampleur de l'échec subi par l'armée, l'armement des « rebelles » et la confusion qu'ils semblent en révéler des uniformes français, et en utilisant des postes de radio qui déroutèrent les blindés et les hélicoptères. Cette récente évolution de la structure de l'A.L.N. a de grandes conséquences pour l'avenir. La concentration et l'armement lourd renforcèrent la puissance

de feu de l'A.L.N., et l'efficacité de ses actions, mais ils le rendent plus vulnérable en pays montagneux, mais à faible couverture forestière sous le Nord-Constantinois. Les opérations de l'A.L.N. à la coordination des forces, c'est-à-dire à la conception d'une stratégie globale, et qui par suite rend impossibles les méthodes du terrorisme aveugle, ou du « berbérisme » (tendances de certains chefs Kabyles à s'imposer autoritairement).

OFFENSIVE PROCHAINE DE L'A.L.N. ? En résumé : d'un côté, une tendance à se cantonner dans les villes, à édifier des frontières de barbelés, à abandonner le « pacifisme », c'est-à-dire la recherche des contacts avec les civils musulmans; de l'autre, des maquis plus nombreux, mieux coordonnés, des soldats mieux armés et équipés, une mobilité et une efficacité plus grandes, une stratégie globale et offensive. Il est donc plausible que l'A.L.N. déclenche prochainement une offensive générale sur tout le territoire.

A l'ouest, l'A.L.N. frapperait dans les régions de Tlemcen, Colomb-Béchar, Tindouf. A l'est, les attaques porteraient sur la région de Tebessa et du Sud. Au nord, l'offensive pourrait aboutir à la création d'un maquis unique, du Nord-Constantinois (région d'El Milia) à l'Ouarsenis, qui ferait peser une menace permanente sur Philippeville, Bone, Alger et les villes de la région de l'intérieur, les rendant ainsi plus vulnérables. Il semble que ce soit l'Oranie qui sera la première cible de l'offensive. Les résultats de cette offensive ? Les événements prochains nous l'apprendront. J. ROUMIEUX.

(1) Cet article était écrit avant que ne soit annoncée la proclamation de « l'état d'alerte » en Oranie, qui en confirme pleinement les conclusions (N.D.L.R.).

Un élément indispensable de toutes constructions nouvelles : Equipements collectifs

Dans nos deux précédents articles nous avons tenté de faire le point sur les deux seuls secteurs où les familles ouvrières avaient pu ou pouvaient espérer se loger.

CONSTRUIRE des logements n'est pas tout. Ce n'est qu'un début. Dans la cité moderne, la construction limitée ou son objet du logement n'atteint pas son but : elle est impulsive à préserver hommes et femmes des maux sociaux.

Le mal-logé, en dépit de ses conditions d'habitat, ses habitudes, son horizon, son « univers », ses « commodités ». Le voisinage n'a pas de secret pour lui. Ses habitudes sont devenues des rites.

Le mal-logé, en dépit de ses conditions d'habitat, ses habitudes, son horizon, son « univers », ses « commodités ». Le voisinage n'a pas de secret pour lui.

Les enfants — petits et adolescents —, les jeunes, trouvent un lieu leur âge, des livres, des jeux, des bibliothèques, des marionnettes, des clubs, des jeunes travailleurs, groupe camping, etc.

Des services administratifs : poste anonyme, bureau sécurité sociale, transports publics, etc., auraient pour tâche de faciliter les démarches et de limiter ou maximum les pertes de temps.

On peut même penser, dans ce cadre, à la création d'une mutuelle des locataires, assurant moyennant



L. Houdeville (VI)

équipements forment un ensemble cohérent. Même s'ils ne sont pas réalisés immédiatement, leur place doit être réservée : ils doivent s'intégrer harmonieusement dans l'ensemble.

Il est difficile de réaliser dans chaque ensemble TOUTS les équipements collectifs dont nous avons essayé de faire l'inventaire.

Comment financer ce minimum de réalisations ? Nous pensons que si les H.L.M. veulent conserver leur caractère social, elles ne devraient entreprendre aucune construction sans réaliser l'équipement collectif minimum idéal qu'elles ont prévu.

Enfin, les Caisses d'Allocations Familiales pourraient financer en partie de telles réalisations.

On pourra objecter que ces équipements ne sont pas rentables. Nous croyons au contraire qu'ils sont doucement rentables.

On pourra objecter que ces équipements ne sont pas rentables. Nous croyons au contraire qu'ils sont doucement rentables.

L'Armée Française et l'Algérie

Un jeune soldat français dont le régiment est stationné en Allemagne nous a adressé ce récit d'une conversation sur l'Algérie...

L'Algérie ouvrit sa causerie sur : « L'ALGERIE, QUESTION VITALE ». « LE CONCEPT FRANÇAIS ». « Pour nous débouchés ». « a) Pérole (ce qui représente le pétrole dans le bon fonctionnement d'une nation).

tenu à le reproduire intégralement. Il jette une lumière nouvelle, jusqu'à présent soigneusement tenue sous le boisseau, sur ce sujet qui nous passionne tant de nos jours : la presse ; l'armée française et l'Algérie.

« Nous n'y allons pas pour tuer, nous y allons pour ramener le paix. La pacification de l'Algérie doit avoir comme nous sommes de gouverner la vie et la population algérienne le plus possible.

« Le danger de l'extension de ces mouvements de libération dans nos colonies. Déjà l'Indochine fut un premier exemple. « Les tristes français.

« Le problème en posant des questions, initiales, les soldats réunis dans la salle à d'abord la vieillesse qui Français semblable ou sien, et tenant à respecter le principe de poser des questions.

« POURQUOI TENONS-NOUS A L'ALGERIE ? ». « POURQUOI TENONS-NOUS PAS COMME VALE LE MAROC ET LA TUNISIE ? ».

« Les Russes, c'est-à-dire le communisme, ont été introduits dans le pays par la faiblesse d'un pays pour s'y infiltrer. C'est ce qui se passe en Algérie.

« C'est pour cela aussi qu'il nous faut lutter en Algérie. Ce fait annule un petit lien pour démontrer que l'Algérie aurait des sans nous.

« Les Américains ne nous ont pas touchés. Les Américains ont touché l'Amérique, c'est une grande puissance, il faut le reconnaître, et elle l'a toujours été.

« Il se rattache aussi à : « Ils ne sont pas riches libres. Et puis les Algériens se contentent de peu, il leur en faut moins qu'à nous. Si nous nous voyons même tant qu'ils travaillent deux jours, puis avec leur poche se rassurent huit jours. »

« Ce n'est pas si dangereux que l'on dit. Ce n'est qu'un problème de blessés. « Menteur ! On nous dit pas tout. »

« Les Algériens très riches et violent ! exaspèrent. Les routes de France font bien plus de victimes que l'A.F.N. »

« Nous avons beau avoir une victoire, nous sommes confrontés au problème, mais j'en ai 25, mais nous comprenons très bien ce qui se passe.

« Le corps essaye de pousser la parole pour s'expliquer, mais il est cassé ! interrompu par les caillottes qui ne veulent pas lui et le capitaine : « Vions là ! »

« Mais, mon capitaine, nous nous avisons autrisme à donner notre opinion. « Ton ? »

« Pendant ce dialogue, et même après, la salle se tait. Le corps continue la salle avec un air de ses cotations. Le capitaine essaie de reprendre la parole.

« En fait : les prix ont déjà monté assez pour freiner la consommation à condition que les salaires soient bloqués.

D'où la décision spectaculaire de « blocage général » des prix : pour stopper l'entraînement psychologique au moment de la rentrée des usines.

POURQUOI LE PATRONAT EST CONTRE LES EQUIPEMENTS COLLECTIFS.

« ... M. Claudius-Petit ayant demandé à des patrons qui construisaient des logements pour leurs ouvriers : « Pourquoi, au lieu de prévoir dans chaque logement un emplacement pour une machine à laver, nous n'investissons pas de créer une laverie-buanderie séchoir par immeuble ? »

« ... M. Claudius-Petit ayant demandé à des patrons qui construisaient des logements pour leurs ouvriers : « Pourquoi, au lieu de prévoir dans chaque logement un emplacement pour une machine à laver, nous n'investissons pas de créer une laverie-buanderie séchoir par immeuble ? »

« ... M. Claudius-Petit ayant demandé à des patrons qui construisaient des logements pour leurs ouvriers : « Pourquoi, au lieu de prévoir dans chaque logement un emplacement pour une machine à laver, nous n'investissons pas de créer une laverie-buanderie séchoir par immeuble ? »

« ... M. Claudius-Petit ayant demandé à des patrons qui construisaient des logements pour leurs ouvriers : « Pourquoi, au lieu de prévoir dans chaque logement un emplacement pour une machine à laver, nous n'investissons pas de créer une laverie-buanderie séchoir par immeuble ? »

NOUS SIR SIR

CORIEUX BILAN

Mais il y a encore plus important. Dans le chapitre « Jeunesse-Armée », on peut lire : « Proposition de loi (n° 2870) accordant une prime de démobilisation de 30.000 francs à tous les réservistes, disponibles et leurs familles renvoyés dans leurs foyers.

LA CUISINE FRANÇAISE, SAUCE P.M.F.

DE plus en plus gaillard, l'Époux, volant au secours de Fédix, lui lance le pavé de l'ours. On accuse notre si jeune et si sympathique ministre (et inspecteur) des Finances de s'être ravivé ? de revenir aux « blocages » chers à Farrebouc, après avoir joué l'inflation ? Mais non ! Félix est conséquent :

moment de la rentrée des usines.

On ne saurait mieux dire, Aussi bien, le toubib de service au grand hebdomadaire « de gauche » ne démontre-t-il pas que les Français mangent trop et surtout trop de viande ? « Qui mange trop de viande s'expose à une accumulation de produits de combustion nuisibles (base chimique, urée) qui, à partir d'un certain taux, risquent d'encrasser l'organisme et de fatiguer les émonctoires (foie et reins). »

LE FINANCEMENT.

Nous pensons quant à nous que c'est dans le cadre de l'infrastructure que ces équipements doivent être réalisés. Ce ne s'agit pas de construire « au petit bonheur la chance » une laverie. Il est indispensable que les ensembles d'habitations et les

APRÈS LA GRÈVE DES BANQUES

plus de trois semaines de grève pour échouer, lorsque la victoire se dessine. Le lundi 29 juillet, les employés du C.N.E.P. refusent de reprendre le travail et occupent le hall. Le Comité de Grève, reçu par le Directeur, réclame le paiement des jours de grève. Le lendemain, nouvelle grève toute la journée au C.N.E.P. suivie de grèves d'un jour ou deux dans plusieurs établissements : le Crédit Lyonnais, la B.U.P., la B.N.C.I., le C.C.F.

pour obliger les employés à accéder au Comité de Grève du C.N.E.P.

Après les deux atterrissements, les banquiers accordent un aménagement sur les conditions de reprise du travail permettant de récupérer en partie les retenues des jours de grève. Ce résultat ne satisfait pas les employés du C.N.E.P. qui réclament une prime de 20.000 francs pour compenser la retenue des jours de grève. Il faut une manœuvre de la section F.O. qui accepte les propositions patronales et se retire

Le Gérant : RENARD

(SUITE PAGE 4).

SECONDS MILITAIRES

LA grève des tramways de Lodz a attiré l'attention de la « GRANDE PRESSE » sur le Pologne fait reconnaître « que la loi sur le travail, sous le régime des « CAPITALISTES ÉVOLUÉS » morales, sévèrement les travailleurs polonais, par leur impatience et leur appétit exorbitants, par les conquêtes de leur révolution d'octobre. Et M. K. S. Carol de conclure que tout dépend en définitive de la capacité de Gomulka à « EXPLIQUER » aux travailleurs polonais...

LA SITUATION ÉCONOMIQUE.

Le gouvernement polonais vient de publier un LIVRE VERT sur les résultats de la politique économique menée depuis 10 mois. Il est clair que les seuls résultats appréciables ont été obtenus dans le domaine de la production agricole. Libérée de contraintes de la collectivisation bureaucratique et des livraisons forcées, les paysannes polonaises produisent à nouveau avec confiance. Mais, dans une économie de pénurie, le relâchement de la discipline bureaucratique conduit à l'inévitable développement d'un véritable « secteur noir » de l'économie. Or, la presse polonaise se livre constamment à condamner les « spéculateurs », les « clandestins » de la production et de l'échange, les « parasites » et les « animaux de ce secteur noir » que le gouvernement cherche à atteindre avec l'imposant appareil de son contrôle fiscal et en tonnant les « spéculateurs ». C'est que le deuxième secteur, celui de l'économie privée, manque d'encouragements, de subventions et d'actes de grâce. Le « MARCHÉ NOIR » est alimenté, mais à des prix exorbitants. Et c'est le « TRAVAIL NOIR » qui fait sans doute attirer l'attention de la presse polonaise dans les derniers mois de l'année. Les revenus supérieurs à 15.000 zlotys mensuels, en dehors de l'impôt sur le revenu, sont soumis à un contrôle fiscal et en tonnant les « spéculateurs ». C'est que le deuxième secteur, celui de l'économie privée, manque d'encouragements, de subventions et d'actes de grâce. Le « MARCHÉ NOIR » est alimenté, mais à des prix exorbitants. Et c'est le « TRAVAIL NOIR » qui fait sans doute attirer l'attention de la presse polonaise dans les derniers mois de l'année. Les revenus supérieurs à 15.000 zlotys mensuels, en dehors de l'impôt sur le revenu, sont soumis à un contrôle fiscal et en tonnant les « spéculateurs ».

LES GREVES CONTRE LA BUREAUCRATIE.

Les travailleurs des ateliers de construction de Wrocław ont élu le Comité de Grève à Lodz avec Gomulka lui-même, a déclaré dans un communiqué. Les grèves ont été déclenchées par modification des normes, certains salaires de 50 %. C'est à Lodz que se sont déroulés les premiers combats de la lutte pour la production de 30 %. La révolution du directeur de l'entreprise et la révolution des normes ont été les deux thèmes principaux constitués après la grève de Lodz. Les grèves ont été déclenchées par modification des normes, certains salaires de 50 %. C'est à Lodz que se sont déroulés les premiers combats de la lutte pour la production de 30 %. La révolution du directeur de l'entreprise et la révolution des normes ont été les deux thèmes principaux constitués après la grève de Lodz. Les grèves ont été déclenchées par modification des normes, certains salaires de 50 %.

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS.

Car les travailleurs ne désirent pas l'usine ou la mise pour aller qu'ils ont repris, mais pour augmenter leurs ressources. C'est un « TRAVAIL NOIR » plus rémunérateur. Les salaires ont certes été relevés, non point « DANS L'ENSEMBLE DE 30 % » comme l'affirment les dirigeants, mais environ 12 milliards de zlotys qui correspondent essentiellement au relèvement de ceux qui étaient les plus faibles. Les tramways de Lodz, par exemple, ne gagnaient que 200 zlotys par mois, ce qui est insuffisant pour vivre, équivalente au prix d'achat d'une paire de chaussures. Cependant, les salaires ont aussi pour les travailleurs polonais, ainsi que le souligne Edgar Morin dans « LA VÉRITÉ ».

GOMULKA ET LES TRAVAILLEURS.

Prenant la parole à Cracovie, au lendemain de la grève de Lodz, Gomulka a déclaré que les travailleurs polonais n'ont rien demandé à la révolution d'octobre. « DES AUGMENTATIONS EXCEPTIONNELLES », « DES AUGMENTATIONS QUOTIDIENNES », « DES AUGMENTATIONS QUOTIDIENNES », « DES AUGMENTATIONS QUOTIDIENNES ». « DES AUGMENTATIONS QUOTIDIENNES », « DES AUGMENTATIONS QUOTIDIENNES », « DES AUGMENTATIONS QUOTIDIENNES ». « DES AUGMENTATIONS QUOTIDIENNES », « DES AUGMENTATIONS QUOTIDIENNES », « DES AUGMENTATIONS QUOTIDIENNES ».

L'ANNONCE DE L'IMMORTALITÉ DES DÉTACHÉS.

Le 10 octobre, les journaux polonais ont annoncé que les détachés de l'Armée rouge, qui ont été envoyés en Pologne, ont été déclarés « immortels ». Cette annonce a été faite dans le cadre d'une campagne de propagande visant à encourager les travailleurs polonais à rejoindre les rangs de l'Armée rouge.

L'OPPOSITION À ULBRICHT.

Ce sont les travailleurs de Berlin-Est qui ont en juin 53, levé les premiers drapeaux de la révolution contre le régime de Ulbricht. Ils ont été poursuivis et emprisonnés, mais leur lutte a continué à se développer.

PHROUCHTCHÉV ET SOUVIETCH.

On pouvait donc supposer que la liquidation en U.R.S.S. du groupe Molotov-Kaganovitch-Malenkov accusé lui aussi d'avoir saboté les décisions du XX^e Congrès...

REVOLUTIONNAIRES ET LIBERAUX.

En cours de leurs nombreuses harangues, les dirigeants russes ont laissé entendre aux travailleurs allemands que c'était étonnant à leur égard de voir que les dirigeants du mouvement ouvrier en Allemagne se consacraient à l'organisation du travail, la planification, la technologie de la production...

PEUPLE ALGERIEN, ALERTE!

Il est absolument que cela cesse avant qu'il ne soit trop tard. PEUPLE ALGERIEN ! Par ton courage et ta noblesse tu es au sommet de l'opinion mondiale que tu es capable de résister à tout ce qui te menace. Tu es le seul peuple du monde qui a su résister à l'agression du capitalisme et de la bourgeoisie internationale.

Apprenez le Message

PENDANT près de trente ans, le Parti Communiste des États-Unis a été la force dominante de la gauche américaine. On peut même dire, que c'est aux États-Unis que la domination politique du P.C. dans les milieux de gauche était la plus incontestée.

Cette position a été ébranlée à l'été 1947 par l'arrivée au pouvoir du mouvement ouvrier américain. Le bureaucrate syndical américain a pu maintenir son contrôle sur les masses sans utiliser le masque d'une politique révolutionnaire. Au lieu de cela, il a adopté une attitude de collaboration avec les dirigeants ouvriers américains se contentant, dans le domaine politique, de défendre des positions libérales, ouvertement pro-capitalistes. L'impécuniosité du mouvement ouvrier américain a contraint un parti de classe à faire que les courants se rattachent à une politique révolutionnaire ont toujours été faibles aux États-Unis. L'absence d'une politique révolutionnaire, le P.C. représentant un courant international extrémement puissant, ont fait naturellement une position dominante. L'organisation stalinienne américaine, comptait à la fin de la guerre, plus de 70.000 membres. Elle contrôlait un secteur important du mouvement syndical et son influence s'étendait sur de larges couches de « compagnons de route » et d'une presse hostile. Pour le public américain, la « gauche » s'identifiait avec le communisme. En regard de ceux du P.C., les effectifs des autres groupes de gauche, réunis, étaient minuscules (même en y incorporant ceux de la social-démocratie officielle).

Aujourd'hui, douze ans après le commencement de son influence, le P.C. américain est la proie d'une crise mortelle à laquelle il ne parviendra pas à échapper. Cette position a été ébranlée à l'été 1947 par l'arrivée au pouvoir du mouvement ouvrier américain. Le bureaucrate syndical américain a pu maintenir son contrôle sur les masses sans utiliser le masque d'une politique révolutionnaire. Au lieu de cela, il a adopté une attitude de collaboration avec les dirigeants ouvriers américains se contentant, dans le domaine politique, de défendre des positions libérales, ouvertement pro-capitalistes. L'impécuniosité du mouvement ouvrier américain a contraint un parti de classe à faire que les courants se rattachent à une politique révolutionnaire ont toujours été faibles aux États-Unis. L'absence d'une politique révolutionnaire, le P.C. représentant un courant international extrémement puissant, ont fait naturellement une position dominante. L'organisation stalinienne américaine, comptait à la fin de la guerre, plus de 70.000 membres. Elle contrôlait un secteur important du mouvement syndical et son influence s'étendait sur de larges couches de « compagnons de route » et d'une presse hostile. Pour le public américain, la « gauche » s'identifiait avec le communisme. En regard de ceux du P.C., les effectifs des autres groupes de gauche, réunis, étaient minuscules (même en y incorporant ceux de la social-démocratie officielle).

LA CRISE DU STALINISME AMÉRICAIN.

À plupart des militants furent bouleversés par le rapport Khrouchchev. Toute leur vie, ils avaient cru que l'Union Soviétique était une société socialiste et que tout ce qui se disait sur le terrain stalinien n'était que des colonnes de propagande pour les capitalistes. Et soudain, par le bouche du secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique, ils apprennent que ces « colonnes » n'étaient que la vérité, que le génial Staline avait fait torturer des militants communistes innocents pour leur faire avouer des crimes infames, qu'il avait fait déporter des populations entières.

LE DÉCLIN À L'EFFONDREMENT.

L'effondrement actuel du P.C. a été précédé par une longue période de déclin. En 1955, il ne restait plus que vingt mille adhérents du P.C. L'influence du Parti dans la société américaine avait été réduite dans des proportions considérables. Quatre raisons expliquent ce déclin.

Tout d'abord la base sur laquelle reposait la force du P.C. en 1945 était plus pauvre. Durant mandats de la présidence du P.C. n'était qu'un parti de classe, une organisation de lutte pour la justice sociale, un mouvement de lutte pour la justice sociale, un mouvement de lutte pour la justice sociale. Les militants supportaient Roosevelt et changeaient de camp à chaque élection présidentielle. Ils n'avaient pas de programme politique, ils n'avaient pas de programme politique, ils n'avaient pas de programme politique. Les militants supportaient Roosevelt et changeaient de camp à chaque élection présidentielle. Ils n'avaient pas de programme politique, ils n'avaient pas de programme politique, ils n'avaient pas de programme politique.

LA CRISE DU STALINISME AMÉRICAIN.

À plupart des militants furent bouleversés par le rapport Khrouchchev. Toute leur vie, ils avaient cru que l'Union Soviétique était une société socialiste et que tout ce qui se disait sur le terrain stalinien n'était que des colonnes de propagande pour les capitalistes. Et soudain, par le bouche du secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique, ils apprennent que ces « colonnes » n'étaient que la vérité, que le génial Staline avait fait torturer des militants communistes innocents pour leur faire avouer des crimes infames, qu'il avait fait déporter des populations entières.

LA CRISE DU STALINISME AMÉRICAIN.

À plupart des militants furent bouleversés par le rapport Khrouchchev. Toute leur vie, ils avaient cru que l'Union Soviétique était une société socialiste et que tout ce qui se disait sur le terrain stalinien n'était que des colonnes de propagande pour les capitalistes. Et soudain, par le bouche du secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique, ils apprennent que ces « colonnes » n'étaient que la vérité, que le génial Staline avait fait torturer des militants communistes innocents pour leur faire avouer des crimes infames, qu'il avait fait déporter des populations entières.

